

Le capital au XXI^e siècle

Robert Boyer, *Revue de la Régulation* n°14, 2^eme semestre 2013

1. Une somme sur les relations entre capital et inégalités, une rupture par rapport à la doxa des économistes

Les économistes communiquent entre eux par l'intermédiaire de publications dans les revues académiques et certains d'entre eux livrent au public leur opinion sur de grandes questions d'actualité dans les colonnes de la presse ou dans les médias audiovisuels, sans que d'ailleurs leurs prises de position n'aient toujours de rapport étroit avec leurs domaines d'expertise. L'ouvrage de Thomas Piketty manifeste une première originalité : il rassemble le résultat de très nombreux travaux académiques entrepris dès 2001 afin de décrire puis d'analyser l'évolution des inégalités et d'en rechercher les principaux déterminants. Mais il ne s'agit pas d'une simple compilation d'articles déjà publiés mais d'un effort pédagogique remarquable en vue de rendre accessible ses principaux résultats et ses propositions de politique économique à un public qui n'a pas nécessairement la maîtrise des techniques de l'économiste professionnel.

Ces travaux ont d'abord porté sur les hauts revenus en France et l'évolution à long terme de l'héritage dans ce pays, puis en collaboration avec divers collègues, jeunes chercheurs et doctorants, ils ont concerné les États-Unis, l'Inde et la Chine, divers pays européens et latino-américains, au point de constituer une riche banque de données historiques et internationales sur les revenus et les inégalités, dans laquelle vient puiser cet ouvrage grâce à une série de graphiques et de tableaux extrêmement parlants. Voilà qui explique la taille atypique de l'ouvrage qui frôle les 1000 pages, sachant qu'il est en outre associé à une très complète et diverse série d'annexes, accessible sur la toile.

Une troisième originalité mérite d'être soulignée : ce travail de longue haleine revendique de ne pas s'inscrire dans les courants dominants de la recherche contemporaine. On n'y trouvera pas une recherche éperdue, quelque peu puérile, de bases microéconomiques de l'inégalité mais une analyse à vocation globale et l'ouvrage ne se déroule pas comme la confirmation d'un modèle canonique, issu de quelque grande théorie, quelle qu'elle soit. Cela n'empêche pas l'auteur de mobiliser en tant que de besoin tel ou tel champ de la littérature théorique, une fois bien délimités la question et le fait stylisé qu'il se propose d'expliquer. Il ne mobilise pas le programme des sciences cognitives ou les tentatives de réintroduction de la psychologie dans la théorie économique et préfère se référer à diverses œuvres littéraires ou cinématographiques qui livrent des clés d'interprétation du comportement d'acteurs, situés dans un contexte historique et institutionnel sur lequel ils ont peu de prise. Il tempère aussi l'enthousiasme que rencontrent les méthodes empiriques à base d'expérimentations contrôlées, qu'il considère victime d'une certaine illusion scientifique. Il affirme en effet : « ces méthodes conduisent souvent à négliger les leçons de l'histoire et à oublier que l'expérience historique demeure notre principale source de connaissances ». (p.947)

2. Un hymne à la statistique historique de longue période

Telle est en effet la problématique centrale de l'ouvrage : la tâche de l'économiste est de tenter de rendre compte des régularités, des continuités et des ruptures que livre une analyse scrupuleuse des séries de longue période portant sur des espaces géographiques les plus divers possible. Il est au moins trois mérites de l'histoire quantitative.

Le premier est de mettre à l'épreuve les clichés et les représentations conventionnelles, y compris celles adoptées par les économistes. Ainsi l'ouvrage montre qu'au XIX^e siècle les

États-Unis étaient beaucoup moins inégalitaires que le vieux continent, car ne s'était pas encore constituée une extrême concentration des patrimoines, ce qui par contre va intervenir à partir de la fin du XXe siècle. De la même façon le chapitre consacré à la transmission de génération en génération des patrimoines et des inégalités montre que de nos jours la mobilité sociale est plus forte en Europe qu'aux États-Unis, en rupture complète avec les représentations sous-jacentes à nombre de stratégies poursuivies par les politiques. Voilà qui relativise une approche culturelle de nature essentialiste : « Il faut insister sur le fait que cette différence entre l'Europe et l'Amérique n'a a priori pas grand-chose à voir avec une différence culturelle éternelle : elle semble s'expliquer avant tout par une différence dans la structure démographique et la croissance de la population. » (p.682)

Le second intérêt du livre est de montrer de façon récurrente que les plus grands et les meilleurs théoriciens ont en fait extrapolé comme tendance de longue période et universelle des évolutions observées sur une trop courte période et pour une phase bien particulière du capitalisme. C'est la critique adressée à la loi tendancielle de chute du taux de profit de Marx : « il conserve le plus souvent une approche relativement anecdotique et peu systématique des statistiques disponibles. En particulier, il ne cherche pas à savoir si la très forte intensité capitaliste qu'il croit déceler dans les comptes de quelques fabriques est représentative de l'économie britannique dans son ensemble ni même de tel ou tel secteur particulier. » (p.363) On conviendra que cet argument apparaîtra choquant pour les tenants de grands débats menés en termes de théorie de la valeur par exemple : c'est le grand vent de l'histoire qui tranche et non pas la perfection d'une construction théorique. On sait les débats sur l'inégalité dominée par la courbe de Kuznets : lors d'une première phase de modernisation les inégalités économiques s'accroissent mais elles se résorbent lorsque se diffusent complètement les techniques les plus efficaces. Pour Thomas Piketty c'est sans doute le cas pour la distribution des revenus entre les salariés mais la constitution de patrimoines et leur concentration fait que les entrepreneurs finissent par se transformer en rentiers, ce qui alimente une autre source d'inégalités, aujourd'hui redevenue dominante, en premier lieu aux États-Unis. La fréquentation de l'histoire longue montre ainsi que l'inégalité patrimoniale contemporaine n'est pas l'exacte répétition de celle du XIXe siècle : l'histoire n'est pas pure répétition car c'est aussi innovation. Ainsi après la seconde guerre mondiale, s'est formée « une classe moyenne patrimoniale » dont l'existence est souvent mobilisée par les plus riches pour légitimer par exemple une réduction de la taxation du capital (p.410-416). De même la loi de Pareto concernant la distribution des revenus individuels n'a pas l'universalité attendue, d'abord parce que les statistiques qu'il utilisait étaient fragiles et disparates, ensuite parce que cette distribution statistique ne dépend pas seulement de caractéristiques individuelles mais aussi de caractéristiques macroéconomiques, au premier rang desquelles l'écart entre rendement du capital et taux de croissance. L'auteur porte la même critique à l'usage de la fonction de production Cobb-Douglas qui implique une stabilité du partage capital/travail et justifie une vision harmonieuse du conflit distributif. « Or elle ne permet pas de rendre compte de façon satisfaisante de la diversité des évolutions historiques observées, sur longue période comme dans le court- moyen terme. » (p.346)

L'histoire quantitative et la construction de séries longues ont pour Thomas Piketty une troisième vertu cardinale : celle de donner des bases plus solides aux débats politiques, tout particulièrement concernant la taxation et potentiellement d'informer le citoyen sur un certain nombre de faits majeurs, relativisant ainsi les analyses en termes de modèles directement dérivés de théories, mais peu fondées empiriquement, mais aussi les prises de position essentiellement idéologiques. Quel est le pays qui a osé mettre en vigueur des taux de taxation du revenu confiscatoires ? Ce sont en fait les États-Unis qui, après la seconde guerre mondiale, ont été à l'avant-garde du taux dépassant 80 % et pour autant l'efficacité

économique et la croissance ne se sont pas effondrées, bien au contraire ! Quelle est l'une des vertus cachées de l'institution de droits d'enregistrement des successions, puis d'un impôt sur le revenu et demain d'un impôt progressif sur le capital ? La collecte systématique des informations correspondantes permet de cerner la distribution du revenu et des patrimoines, donc d'éclairer les débats politiques sur une base plus objective que ne le ferait l'affrontement de représentations et de croyances contradictoires, fondées sur l'expérience quotidienne, par nature partielle, de chacun des groupes socio-économiques. La comparaison des différentes trajectoires nationales sur un ou deux siècles élargit encore l'horizon des possibles et permet de contester qu'il n'est pas d'alternative et que le choix démocratique se réduit à l'application de « lois scientifiques », au demeurant insaisissables.

3. Une réévaluation de la prétention à la scientificité des théories économiques

En effet, les très nombreuses séries statistiques portant sur la démographie, le partage des revenus, les patrimoines, les donations et les héritages permettent de cerner la pertinence des théories les plus fréquemment mobilisées dans le domaine. L'inadéquation des théories qui postulent l'existence d'un agent représentatif apparaît dirimante puisqu'il en dérive une complète neutralité de la dette publique alors que les enquêtes montrent qu'elle est détenue par une minorité de la population, ce qui contribue à la concentration des patrimoines, donc rétroagit sur l'économie réelle. L'hypothèse de l'équivalence ricardienne, qui domine la macroéconomie contemporaine, ne peut donc être mobilisée pour analyser les inégalités (p.214-216). Le fait que la valeur annuelle des successions et donations représente 24 % du revenu national dans les années 1900, chute à 4 % après la seconde guerre mondiale pour croître ensuite au-delà de 12 % dans les années 2010, invalide la théorie de la « richesse de cycle de vie » proposée par Franco Modigliani qui postule que chaque individu s'organise pour mourir sans capital (p.610). Si l'on adoptait cette vision, la transmission de génération en génération des inégalités ne saurait passer par le patrimoine, alors que c'était le cœur de la société européenne du XIXe siècle et que cela tend à le redevenir dans les économies régies par l'explosion des patrimoines, comparée à celle des revenus d'activité, et c'est la configuration typique des régimes de croissance tirée par la finance.

De la même façon, Thomas Piketty se gausse d'une recherche de la Banque mondiale qui claironne que le capital humain domine le capital matériel dans les économies contemporaines. D'une part pourquoi convertir en capital ce qui est clairement un flux de revenus et comme le capital humain ne peut être séparé de son porteur il est tout à fait abusif de l'agréger sous la même rubrique que le capital. Enfin sachant que les salaires continuent à représenter entre 60 % et 70 % du revenu national, il est clair que la masse du « capital humain » l'emporte sur celle du capital matériel dès lors qu'on actualise les flux de revenus correspondants au même taux. Il ne s'agit en rien d'un bouleversement de la source des inégalités, comme le montre la stabilité en très longue période de l'inégalité salariale, contrairement au fort mouvement observé en matière d'inégalités de patrimoines et de revenus du capital (p.429).

L'envol des très hautes rémunérations a été extrêmement concentré au sein du centile, voire du millile supérieur aux États-Unis, mais pas au Japon ni en Europe, alors même que les transformations technologiques auraient dû concerner de façon beaucoup plus continue tout le haut de la distribution des qualifications. Cette constatation permet à Thomas Piketty de dénoncer « l'illusion de la productivité marginale » car : « dès lors que l'on introduit l'hypothèse d'information imparfaite – éminemment justifiée dans ce contexte – dans les modèles économiques standard, c'est la notion même de "productivité marginale individuelle" qui devient mal définie et qui n'est pas loin de se transformer en une pure construction idéologique permettant de justifier un statut plus élevé. » (p.525) Ainsi l'explosion de la rémunération des super-cadres s'explique par la complexité de la gouvernance des grandes

organisations et la victoire de l'« extrémisme méritocratique » qui vient renouveler la légitimation des logiques inégalitaires du passé (p.530).

Tous ces piliers de l'économie standard contemporaine dérivent du même postulat méthodologique, voire épistémologique, que dénonce Thomas Piketty :

« Le cas de Pareto est intéressant car il illustre une certaine illusion de la stabilité éternelle à laquelle conduit parfois l'usage immodéré des mathématiques en sciences sociales. » (p.583). Il ajoute : « En vérité rien n'est plus faux : quand on étudie les inégalités dans une perspective historique, ce qui est important et ce qui doit être expliqué, ce ne sont pas les légères stabilités mais bien plutôt les changements considérables. » (p.585)

4. La littérature et les sciences sociales peuvent éclairer le travail de l'économiste

Il convient maintenant d'évoquer le style et la forme de l'ouvrage. Sur ce point aussi l'auteur innove et montre une remarquable liberté d'expression. Le premier chapitre de l'ouvrage qui présente au grand public les notions de revenu et de production, tâche a priori aride, s'ouvre par la référence au conflit de la mine de platine de Marikana en Afrique du Sud qui oppose les ouvriers aux actionnaires de la compagnie Lonmin, basée à Londres. L'auteur entend ainsi montrer la centralité de l'inégalité entre capital et travail, thème qui va constituer le fil directeur de l'ensemble de l'ouvrage. Le propos est clair : Thomas Piketty entend rendre intelligibles des phénomènes réellement existants et non pas montrer sa virtuosité dans l'invention de nouveaux modèles théoriques destinés à la communauté académique, ce qu'au demeurant il a déjà fait dans nombre de publications antérieures. L'ouvrage est ainsi parsemé de références à l'actualité, souvent sous un mode ironique et pince-sans-rire, ce qui donne une respiration à l'ouvrage, par ailleurs assez exigeant pour le lecteur non-spécialiste.

Plus fondamentalement, l'auteur a trouvé un substitut aux approches traditionnelles en termes de rationalité substantielle ou limitée, de fondements cognitifs à la théorie de l'action ou encore d'économie expérimentale. Pour comprendre les inégalités du XIXe siècle en France il propose une relecture méticuleuse du Père Goriot de Balzac, en particulier des conseils que Vautrin adresse à Rastignac : « la réussite sociale par les études, le mérite, le travail est une illusion car, chiffres à l'appui, ce dernier montre qu'il est plus efficace de faire un mariage donnant accès à un patrimoine de un million de francs. » (p.378-380).

« Ainsi dans les sociétés européennes de l'époque, la question centrale est celle du choix entre travail ou héritage et compte tenu de l'ampleur des patrimoines accumulés, l'héritage l'emporte largement sur le travail. Cette même réalité se retrouve au Royaume-Uni du XVIIIe et XIXe siècle chez les héros de Jane Austen, mais c'est aussi le message du film Autant en emporte le vent dans le sud des États-Unis qui vit de l'opulence des rentes négrières. » (p.382). La structuration sociale détermine donc la logique des agents de sorte qu'à sa façon Thomas Piketty montre la puissance d'une rationalité institutionnellement située dans le temps et dans l'espace. La littérature puis le cinéma donnent un accès à la compréhension de la logique des acteurs et permettent de surmonter l'arbitraire et l'absolutisme de la rationalité substantielle, tout en récusant la facilité de changements ad hoc dans les préférences des agents.

À ce titre l'analyse comparative, par exemple entre les États-Unis et le Canada, plaide pour une réinsertion de l'économie dans le politique : « car il est difficile de trouver des raisons purement économiques permettant d'expliquer des trajectoires aussi massivement différentes au sein de l'Amérique du Nord. De toute évidence les facteurs politiques ont joué un rôle central. » (p.249) La succession d'époques très contrastées tend à relativiser l'impact d'une pure logique économique au profit de déterminants ou d'événements contingents : « Dans une large mesure, la réduction des inégalités observée au cours du siècle écoulé est le produit

chaotique des guerres et des chocs économiques et politiques, qu'elles ont provoqués et non le produit d'une évolution graduelle consensuelle et apaisée. Au XXe siècle ce sont les guerres qui ont fait table rase du passé et non la paisible rationalité démocratique ou économique. » (p.433)

Dans la conclusion de l'ouvrage, Thomas Piketty plaide pour une économie politique et historique : « Je ne conçois d'autre place pour l'économie que comme sous discipline des sciences sociales, au côté de l'histoire, de la sociologie, de l'anthropologie, des sciences politiques et tant d'autres. [...] Je n'aime pas beaucoup l'expression "science économique", qui me semble terriblement arrogante et qui pourrait faire croire que l'économie aurait atteint une scientificité supérieure, spécifique, distincte de celle des autres sciences sociales. Je préfère nettement l'expression "économie politique", peut-être un peu vieillotte, mais qui a le mérite d'illustrer ce qui me paraît la seule spécificité acceptable de l'économie au sein des sciences sociales à savoir la visée politique, normative et morale (945) ». Cette dernière caractérisation explique la quatrième partie de l'ouvrage dont le propos est de réguler le capital grâce à une rénovation de l'État social, objet du chapitre 13, à la réaffirmation d'un impôt progressif sur le revenu (chapitre 14) ; l'auteur avance ensuite une proposition beaucoup plus originale, à savoir la création d'un impôt mondial et progressif sur le capital (chapitre 15), et cette partie s'achève par une remise en perspective de la dette publique qui pour l'instant ne dépasse pas la valeur du capital public (chapitre 16), message rassurant par rapport à l'alarmisme que mettent en avant la plupart des analystes et commentateurs. Décidément la quantification n'est pas sans mérite !

5. Une moisson de nouveaux résultats pour l'histoire économique

Le premier d'entre eux est un démenti de la courbe de Kuznets : la part du revenu des déciles et centiles supérieurs manifeste de 1910 à 2010 une forme de « courbe en U ». Par exemple, aux États-Unis, on observe une forte décroissance à partir de 1945 puis une stabilisation jusqu'en 1980, avant que s'amorce une croissance qui culmine en 2008 avec un degré d'inégalité équivalent à celui observé avant la crise de 1929. Certes de façon inégale selon les pays, un même profil se dégage. La réduction des inégalités dans les pays développés fut avant tout le produit des guerres et des politiques publiques mises en place à la suite de ces chocs.

Ce résultat peut s'analyser comme la conséquence de l'interaction des forces de convergence et de divergence. Parmi les premières, l'auteur mentionne la diffusion des connaissances pour autant qu'elle soit accompagnée de politiques d'éducation et de formation. Parmi les secondes se manifestent l'explosion des plus hautes rémunérations et plus encore le processus d'accumulation et de concentration des patrimoines dans un monde caractérisé par une croissance faible et un rendement élevé du capital. Mais, finalement, c'est la divergence entre un taux de profit durablement plus élevé que le taux de croissance qui l'emporte et explique la plupart des évolutions contemporaines. En effet, « un écart en apparence limité entre le taux de rendement du capital et le taux de croissance peut produire à long terme des effets extrêmement puissants et déstabilisants sur la structure et la dynamique des inégalités dans une société donnée. » (p.113)

Ce phénomène est très net aux États-Unis et dans une moindre mesure au Royaume-Uni, mais pas au Canada ou dans la plupart des pays européens car il ne s'agit pas d'un déterminisme purement économique puisque des politiques adéquates, en particulier en matière fiscale, peuvent partiellement contrecarrer ce mouvement et empêcher que le revenu des rentiers l'emporte sur celui des actifs. De 1945 au début des années 1980, ceci fut même le cas aux États-Unis grâce à une extrême progressivité de l'impôt sur le revenu et il faut rappeler qu'au XIXe siècle les États-Unis étaient moins inégalitaires que la vieille Europe. Le degré

d'inégalité est le résultat de processus historiques et non pas de convergence vers une mythique configuration d'équilibre.

L'analyse des patrimoines hérités par rapport au patrimoine total, que permet la disponibilité de statistiques françaises de 1820 à nos jours, montre que ce facteur a été déterminant dans la genèse des inégalités au XIXe siècle, que les deux guerres mondiales ont considérablement réduit leur importance mais qu'à partir des années 1970, héritages et donations ont à nouveau un rôle croissant ne serait-ce que du fait du vieillissement de la population et de la reconstitution des patrimoines. (p.638) Ainsi s'introduisent de fortes inégalités entre les diverses générations : « nous sortons tout juste de cette expérience historique spectaculaire de la "fin de l'héritage". On voit là à quel point les différentes générations du XXe siècle auront connu des expériences dissemblables vis-à-vis de l'épargne et du capital : les cohortes du baby-boom ont dû se construire par elles-mêmes, presque autant que celles de l'entre-deux-guerres et du début du siècle, dévastées par les guerres ; les cohortes nées dans le dernier tiers du siècle sont au contraire soumises au poids de l'héritage presque autant que celles du XIXe et du XXIe siècle. » (p.645) À ce propos, il faut souligner la remarquable intégration entre démographie et économie qui parcourt l'ensemble de l'ouvrage, intégration bien sûr nécessaire compte tenu de l'horizon pluriséculaire de l'analyse.

Rétrospectivement, la période des Trente Glorieuses, celle qui a vu la naissance des analyses en termes de fordisme au sein de la théorie de la régulation, constitue une exception dans la mesure où une multiplicité de réformes en matière d'éducation, de fiscalité, d'encadrement de la finance ont permis une réduction marquée des patrimoines tout en stimulant la croissance de sorte qu'a été transitoirement enrayée la divergence fondamentale observée antérieurement entre taux de profit et taux de croissance. Faute de pouvoir citer toutes les conclusions de l'ouvrage, on ne retiendra que l'un des enseignements de l'exercice de prospective, dont on ne saurait dissimuler la fragilité mais qui propose une vue non conventionnelle. Si l'on se place à l'échelle mondiale et que l'on postule que les processus de rattrapage des pays dits émergents seront achevés au cours de la seconde moitié du XXIe siècle, alors l'économie mondiale ressemblera plus à l'économie française contemporaine et à sa faible croissance qu'à une généralisation des performances des États-Unis au cours du XXe siècle. Il n'est pas interdit de contester ce scénario mais il a le mérite de reposer sur une base empirique solide et quelques mécanismes simples et de susciter étonnement puis réflexion.

Pourtant, la plus importante contribution de l'ouvrage est sans doute de réintégrer l'histoire économique et sociale dans le cœur de la discipline économique et d'inverser les flux d'échanges qui s'étaient établis entre économistes et historiens à la suite de la nouvelle histoire économique. En effet, la cliométrie importait théories, modèles, et techniques des économistes, sans trop se préoccuper de leur adéquation à l'objet propre de l'histoire, alors que Thomas Piketty propose une intégration beaucoup plus étroite des deux disciplines, permettant que se dégagent de nouvelles interprétations et à terme, on l'espère, des théories originales, nées de la fréquentation de l'histoire longue.

6. Un grand absent : les conflits de distribution autour du rapport salarial

Il est temps d'explicitier plus complètement le cadre conceptuel qui a permis d'obtenir la plupart des conclusions, que l'on vient de présenter. Il ne s'agit pas à proprement parler d'un modèle théorique car l'analyse des séries historiques repose sur deux équations comptables et une loi tendancielle. D'abord la part des profits dans le revenu national s'exprime simplement à partir du taux de profit moyen et du rapport capital revenu :

(1) = $r \cdot \beta$ la part du profit dans le revenu national est égale au taux de profit multiplié par le rapport capital/revenu

Ensuite connaissant le taux d'épargne et le taux de croissance de l'économie, le rapport capital/revenu tend asymptotiquement vers une limite égale au quotient de ces deux grandeurs. C'est ce que Thomas Piketty appelle la seconde loi fondamentale, en fait la plus importante dans la dynamique du capitalisme et la genèse des inégalités :

(2) $\beta = s/g$ le rapport capital/ revenu de long terme est égal au taux d'épargne que divise le taux de croissance de l'économie

Enfin comme il s'intéresse au rôle de la transmission du patrimoine dans l'émergence et persistance des inégalités, il décompose la part des flux correspondants dans le revenu national en 3 facteurs :

(3) $b = \mu.m. \beta$ le flux annuel de successions et de donations en proportion du revenu national b est égal au produit du taux de mortalité, d'une mesure du rapport entre le patrimoine moyen au décès et le patrimoine moyen des vivants et enfin du rapport capital /revenu.

La compilation d'un grand nombre de séries statistiques conduit à conclure que la plupart du temps, à quelques exceptions près, en l'occurrence dans l'immédiat après-guerre, le taux de profit manifeste une remarquable constance de long terme puisqu'il est compris entre 4 et 6 %, alors qu'au niveau de l'économie mondiale le taux de croissance de long terme se situe entre 1 et 2 %. Cette brèche entre r et g est présentée comme l'une des contradictions majeures du capitalisme puisqu'elle implique que les revenus du patrimoine croissent plus vite que les revenus d'activité. Or le passage à une explication théorique fait problème pour toute une série de raisons.

L'écriture de l'équation (1) suppose que la causalité va du rapport capital/revenu vers la part du profit dans le revenu. Implicitement, c'est adopter l'hypothèse d'une domination de la rente par rapport au conflit distributif capital/travail et au partage de la valeur créée. Or dans les années 1960, l'hypothèse d'une stabilité du partage salaire/profit apparaissait validée par les données statistiques et elle était conforme à l'existence d'une fonction de production de type Cobb-Douglas et l'hypothèse de concurrence parfaite. De fait, les périodes 1913-1950 puis 1950-2012 voient le rendement moyen du capital s'abaisser au-dessous du taux de croissance et constituent une exception à une « loi » qui n'est finalement pas si générale (p.565 et 566) Dans l'analyse proposée par l'ouvrage, la constance de longue période est celle du taux de profit de sorte que la répartition de la valeur ajoutée s'ajuste à l'évolution du rapport capital/revenu. La part des salaires baisse avec l'alourdissement du capital.

Quelle est l'origine de ce pouvoir s'il ne réside pas dans l'asymétrie fondamentale et la domination que codifie le rapport salarial ? En effet il faut se souvenir que cette notion très extensive de profit couvre la rente foncière, les loyers tirés des biens immobiliers, les revenus de l'entrepreneur, la rémunération du capital, les droits de la propriété intellectuelle etc. Comment expliquer que ces formes de propriété si différentes en termes de droits et de contributions à la production et la création de valeur aient finalement la même capacité d'imposer une rémunération durablement plus élevée que le taux de croissance ? Thomas Piketty avance l'idée suivante : « ce peut être là l'enseignement le plus important de notre enquête à ce stade : la technologie moderne utilise toujours beaucoup de capital, et surtout la diversité des usages du capital fait que l'on peut accumuler énormément de capital productif sans que son rendement s'effondre. Dans ces conditions, il n'existe aucune raison naturelle pour que la part du capital diminue à très long terme, même si la technologie s'est transformée dans un sens plutôt favorable au travail. » (p.354) Il est certes vrai que la versatilité du capital lui donne un avantage par rapport aux compétences toujours plus limitées d'un salarié, mais il s'agit d'un ajustement de court- moyen terme car chacun les usages du capital – même la recherche-développement – peut buter sur des rendements décroissants.

Cet oubli du rapport salarial livre une théorie particulière de la distribution du revenu et des inégalités. En effet, l'analyse combine deux dimensions, dont aucune n'inclut le rapport de domination propre à l'organisation de la production dans une économie capitaliste. La première césure oppose le groupe social qui vit de la mise en œuvre du capital ou de son patrimoine à celui qui tire son revenu d'une activité professionnelle, essentiellement en tant que salarié ; il est postulé une capacité propre du capital à imposer une rémunération de long terme, indépendamment du succès de l'activité productive. C'est pour Piketty la source majeure des inégalités puisqu'au fil du temps, les patrimoines s'accroissent plus rapidement que les revenus d'activité : il s'agit d'une opposition entre stock et flux. La seconde dimension opère au sein de chacun de ces deux groupes. D'un côté, comme le rendement du capital tend à croître avec la taille du patrimoine, les 1 % plus riches accumulent plus rapidement que les 10 % plus riches : c'est ce que l'auteur appelle les luttes inter-déciles qui culminent dans la période contemporaine avec l'explosion du patrimoine des super-riches qui représentent les 1/1000e, voire 1/10000e de la population. D'un autre côté, au sein des actifs, la période contemporaine a vu apparaître la catégorie des super-cadres dont le revenu décolle par rapport au reste des salariés. Enfin aux États-Unis, certains individus cumulent les deux sources de revenu, ce qui exacerbe l'explosion des inégalités. Pour Thomas Piketty, les luttes de classement semblent l'emporter sur le traditionnel affrontement capital/travail, c'est-à-dire la lutte de classe au sens marxiste strict.

7. La théorisation en retard par rapport à la richesse des observations

Parallèlement à la sous-estimation des conflits autour de la distribution des revenus, l'ouvrage souffre d'un excès dans l'usage d'une méthode essentiellement inductive, puisqu'il procède à l'extrapolation de régularités statistiques sans fournir de précisions suffisantes sur les enchaînements, les causalités et les théories qui permettraient d'en rendre compte.

La seconde équation est une relation asymptotique qui pose au moins deux problèmes. Selon la configuration des deux paramètres, à quelle vitesse l'économie converge-t-elle vers la valeur d'équilibre ? La périodicité des données (graphiques 10.10 et 10.11) est-elle cohérente avec la vitesse de convergence de chaque régime ? Par ailleurs, elle ne peut être maintenue pour l'économie en stagnation puisque cela implique une croissance infinie du capital alors que la production demeure constante : l'économie va buter sur le fait que la part des profits dans l'équation (1) ne peut dépasser l'unité ; bien avant ce seuil absolu, divers mécanismes fortement non linéaires peuvent se mettre en action : rébellion des salariés, conflits entre les diverses formes de patrimoine, possible bulle financière débouchant sur une crise, et bien sûr chute du taux de profit. On mesure la limite d'une méta-modélisation des régimes de long terme, si n'est pas explicité le mode de régulation susceptible de les soutenir et piloter.

Il n'est guère rassurant que Thomas Piketty invoque un régime, dans lequel un taux de profit supérieur à celui de la croissance n'est pas exclu par certains des modèles de préférence pour le présent dans lesquels c'est la psychologie de l'agent représentatif qui, dans le cadre d'un horizon infini et d'un comportement altruiste, fixe le taux de rendement du capital. Alors qu'il vient de démolir les présupposés d'une telle théorie, pour les besoins de la démonstration voilà qu'il affirme : « certes, l'intuition générale véhiculée par ce modèle explicatif – de même par exemple que par la théorie de la productivité marginale – ne peut être entièrement fautive. » (p.569) Quel étrange revirement par rapport à la dénonciation des limites de l'hypothèse de productivité marginale, la récusation de l'agent représentatif et l'irréalisme d'un horizon infini pour l'optimisation d'agents, hélas mortels et pas toujours altruistes. Heureusement l'auteur conclut qu'en la matière les « choix dépendent de l'environnement social et institutionnel (par exemple du système public de retraite), de stratégies et de pressions familiales, de limitations que les différents groupes sociaux s'imposent à eux-mêmes... autant que de facteurs psychologiques et culturels individuels. » (p.572)

Au fil du texte, l'auteur assouplit la rigidité et la simplicité du modèle de base en discutant diverses possibilités d'interaction entre ses variables clé. D'abord entre taux de croissance et profit, mais il pense qu'une accélération de la croissance peut relever le taux de profit mais maintenir, voire aggraver, l'écart entre les deux taux. Ensuite entre démographie et croissance de la productivité. Il mentionne même la controverse entre les deux Cambridge à propos de quels facteurs dépend la stabilité/instabilité d'un régime de croissance (Harrod versus Solow), mais la discussion est trop cursive et en tout état de cause n'apporte pas de réponse à l'interrogation que formuleront la plupart des lecteurs : peut-on construire une théorie économique robuste qui rende compte de l'inégalité durable en longue période de r et de g ? Ou est-elle la conséquence de mécanismes particulièrement complexes et différents, selon les sous-régimes, impliquant les diverses disciplines des sciences sociales ?

À vrai dire les raisons pour lesquelles r est plus grand que g sont soit triviales et tautologiques, soit insatisfaisantes en termes de théorie. Dans le premier cas, il suffirait de décomposer le profit brut avant impôts en autofinancement, distribution de revenus – eux-mêmes consommés ou réinvestis – taxes diverses – dont impôt sur les bénéfices et éventuelle taxation du capital. Mécaniquement ceci devrait réduire le rythme d'accumulation des patrimoines pour un même profit brut donc résoudre partiellement ou complètement le mystère. Tout au long de la lecture du *Capital au XXIe siècle*, l'auteur de ce compte rendu a été ébranlé par le fait qu'il avait été convaincu de longue date du caractère heuristique du modèle de Von Neumann (1945, "[A Model of General Economic Equilibrium](#)", *Review of Economic Studies*, vol. 13) : dans une économie où diverses techniques produisent des biens avec des équipements et d'autres biens de façon répétée de période en période, la maximisation du profit de chacun des processus sous l'hypothèse de prix concurrentiels conduit à l'existence d'un sentier de croissance caractérisé par l'égalité du taux de croissance et du taux de profit. C'est une généralisation du modèle dans lequel on produirait du blé avec du blé et du travail, à ceci près que le modèle de Von Neumann permet aussi la présence d'un équipement qui se transmet sur plus d'une période. On comprend bien que dans ce modèle d'économie réelle pure, l'écart entre taux de profit et de croissance ne peut se produire. N'est-ce pas l'inclusion des biens immobiliers – qui incorporent des rentes au sens de David Ricardo – et les portefeuilles financiers – dont le rendement n'a a priori pas de raison de converger avec celui des processus industriels, car reposant sur de manifestes asymétries d'information comme le montre la crise des subprimes – qui permettent cette divergence entre taux de profit et taux de croissance ?

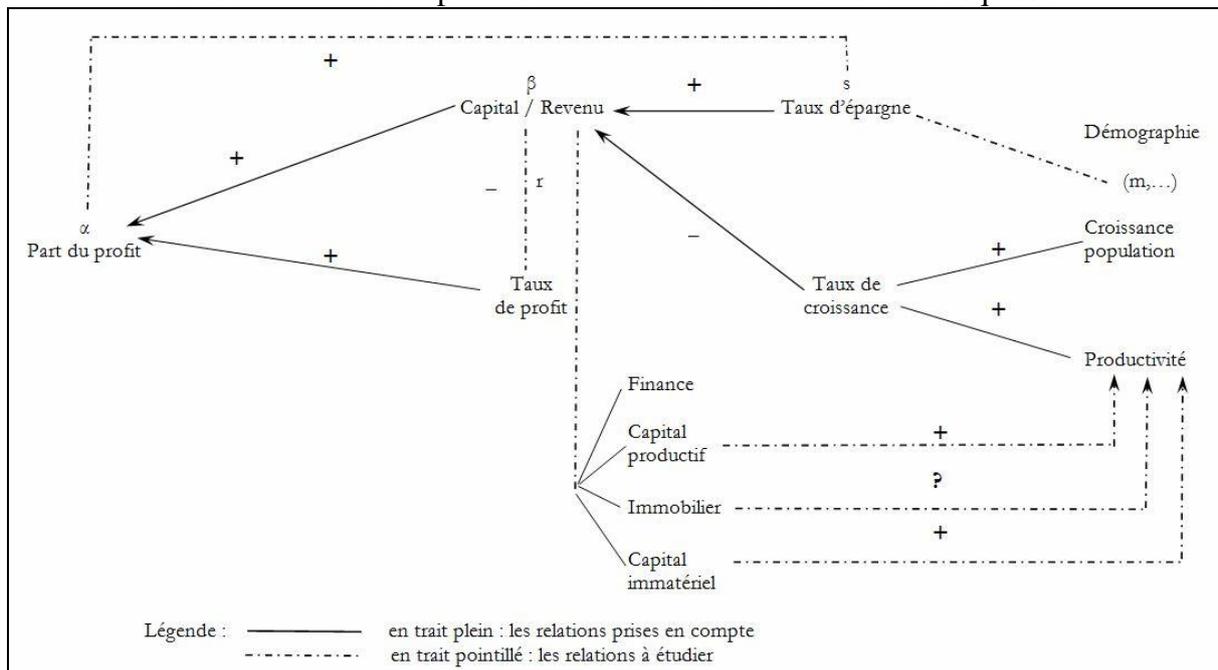
8. Le XXIe siècle : une prospective suggestive mais fragile

L'exercice des scénarios et de projection de la croissance jusqu'à la fin du XXIe siècle fait clairement ressortir la fragilité des bases théoriques de l'ouvrage. En premier lieu, l'auteur passe un peu vite sur la période 1913-2012 au cours de laquelle en moyenne le taux de rendement du capital était devenu inférieur de croissance (p.565-566). Est-il vraiment impossible que le rattrapage rapide de la Chine et autres pays émergents conduise au XXIe siècle à l'équivalent du rattrapage par l'Europe et le Japon des États-Unis au cours du XXe siècle. Cette possibilité est a priori exclue au profit d'une hypothèse de convergence générale des régimes démographiques et des degrés de développement... de sorte que les paramètres clés du long terme retrouveraient leur valeur de l'époque antérieure à la première guerre mondiale. Des raisons écologiques et sociales peuvent empêcher ce scénario alternatif, mais pas les arguments avancés par Thomas Piketty.

En second lieu, il importe de fournir des hypothèses concernant les relations croisées entre les divers paramètres constitutifs d'un régime de long terme. Or l'ouvrage ne retient que des équations de nature comptable et non pas des relations structurelles entre variables clés. S'ouvre alors une alternative. Soit l'économiste reconnaît que les paramètres clés de ses

modèles résultent de processus sociaux complexes et il fait appel à ses collègues des sciences sociales : « Ces deux paramètres macrosociaux (le taux d'épargne et le taux de croissance) dépendent eux-mêmes de millions de décisions individuelles influencées par de multiples considérations sociales, économiques, culturelles, psychologiques, démographiques et peuvent fortement varier dans le temps et entre pays. » (p.315). Soit il recherche dans la littérature et dans les données de l'expérience quels sont les mécanismes et les processus qui lient ces paramètres entre eux. C'est retrouver la grande question d'une théorie de la croissance qui mêle démographie, changement technique, évolution des modes de vie, distribution du revenu et inégalité. Ce remarquable travail historique appelle donc une suite afin d'analyser plus systématiquement les relations qui ont été traitées de façon trop cursive et en fournir une théorie.

Figure 1
Des contraintes comptables aux relations structurelles : une esquisse



Une fois achevée la lecture de l'ouvrage, une dernière question en ressort : dans quelle mesure l'auteur considère-t-il que son travail appartient à l'économie politique ? Sa réponse que l'on a déjà mentionnée est qu'il entend ainsi se désolidariser d'une science économique trop arrogante et pas toujours pertinente et que son propos est de contribuer à la proposition de nouvelles politiques économiques. Mais quelle est donc la place des processus politiques dans Le capital au XXIe siècle et comment conçoit-il les relations entre le politique et l'économique ? Sa position est finalement claire. Il écrit par exemple : « Le processus politique américain serait-il capturé par le 1 % ? Cette hypothèse est de plus en plus souvent formulée par les chercheurs américains en sciences politiques et par divers observateurs de la scène politique washingtonienne. Par optimisme, par choix professionnel aussi, je suis naturellement tenté d'accorder plus de poids au débat d'idées. Il me semble qu'un examen plus attentif des différents faits et hypothèses et que l'accès à de meilleures données peuvent permettre d'influencer le processus politique et le débat démocratique, et les orienter dans une direction plus conforme à l'intérêt général. » (p.833). On ne saurait être en désaccord avec une telle proposition mais il faut en souligner l'originalité. En effet traditionnellement la bataille fait rage entre ceux qui font de la politique l'affrontement des intérêts et d'autres qui mettent en avant le rôle des idées, des représentations et des idéologies. Thomas Piketty les renvoie dos à dos puisqu'il avance : « En vérité, le mouvement de libéralisation entamée

autour de 1980, de même d'ailleurs que les mouvements d'étatisation mis en œuvre en 1945 ne méritent ni cet excès d'honneur ni cet excès d'indignité. » (p.164) En définitive pour lui c'est l'information qui finira par discipliner tant les intérêts que les idées, représentations et idéologies. Où est l'agora citoyenne, chère à Habermas, qui permettra à Thomas Piketty d'accomplir sa mission ?

En résumé, ce ne sont pas les questions à lui adresser qui manquent. Cela devrait susciter de vigoureux débats. La première étape ne serait-elle pas l'organisation d'un concours adressé non seulement aux économistes mais à toutes les autres disciplines : « Les faits stylisés mis à l'évidence sont-ils robustes et si c'est le cas quelle théorisation en proposez-vous ? ». Il faut se souvenir que ce fut l'un des moyens pour sortir de la scolastique et que s'amorce le mouvement des Lumières. En étant optimiste – je ne le suis pas – cette agora des sciences sociales pourrait paver la voie de l'agora des citoyens.

9. Une certaine convergence intellectuelle avec les travaux fondateurs de la théorie de la régulation...

C'est bien sûr une question adressée aux chercheurs se réclamant de la tradition régulationniste/institutionnaliste. Ils devraient aussi s'empresser de lire et de méditer cette analyse pour une seconde raison, car elle les invite à un retour aux sources.

Dans les pages terminales de l'ouvrage, Thomas Piketty se rattache directement à l'histoire « sérielle », celle dont le sujet de recherche central est l'étude des revenus des classes au sein de sociétés, passées comme présentes. Il mentionne à ce propos l'ouvrage *Mouvement du profit en France au XIXe siècle* de Jean Bouvier, François Furet et Marcel Gillet publié en 1965 (p.948-949). Lorsque l'on sait le rôle qu'ont joué les travaux de Jean Bouvier, premier historien compagnon de route des économistes de la régulation, cofondateur du séminaire « Accumulation, Régulation, Crise » où se rencontrèrent pendant trois décennies les diverses générations de chercheurs, l'auteur de ce commentaire ne peut qu'être sensible à cette référence, même s'il appelle École des Annales ce même courant. Dans les années 1970, réflexion critique sur l'analyse marxiste et macroéconomie, plus inspirée par Kalecki que par Keynes, se mêlaient à la volonté de prolonger jusqu'à la période contemporaine la problématique et les méthodes de cette École. Pour sa part, Thomas Piketty regrette que François Furet ait abandonné cette ligne de recherche au profit de l'histoire politique et culturelle car : « Il est bien évident que les soubresauts des prix et des salaires, des revenus et des patrimoines, contribuent à forger les perceptions et les attitudes politiques, et qu'en retour ces représentations engendrent des institutions, des règles et des politiques qui finissent par modeler les évolutions économiques et sociales. » (p.949)

Enrichir la comptabilité nationale et sa mesure du revenu, du profit, des salaires et du capital (99-104) pour prendre en compte la distribution des revenus au sein d'une analyse en termes de classes sociales qu'il est facile de réintroduire : les salariés et les capitalistes dans la longue période, auxquels il faut ajouter au cours du dernier demi-siècle une nouvelle classe moyenne patrimoniale. Il est intéressant de lier ainsi structures sociales et catégories de la comptabilité nationale, ce qui lui confère une grande capacité d'adaptation au changement de régime socio-économique. Dans les débats contemporains la référence à des classes sociales et au capital fait mauvais genre, ce qui a valu à Thomas Piketty d'être qualifié par Nicolas Baverez d'adepte « d'un marxisme de sous-préfecture » ([Le Point, 26 octobre 2013](#)), caractérisation étrange de la part d'un historien qui contribua à analyser l'invention du chômage en France. En effet pour Thomas Piketty, il ne s'agit pas d'une allégeance lui permettant d'attirer la sympathie des citoyens de gauche, mais bien d'en tirer toutes les conséquences quant à la mesure des inégalités entre groupes sociaux et en leur sein. En effet il récuse la pertinence des indicateurs traditionnels que sont le Gini, le coefficient de Theil ou encore le rapport de

revenus entre déciles supérieur et inférieur, car ils supposent que seules importent les caractéristiques individuelles – talent et chance –, indépendamment du statut social (salariés, rentiers, propriétaires, entrepreneurs). Or cette distinction est fondamentale :

« Pour ce qui concerne l'inégalité des revenus du travail, les mécanismes en jeu incluent notamment l'offre et la demande de qualifications, l'état du système éducatif, et les différentes règles et institutions affectant le fonctionnement du marché du travail et la formation des salaires. Pour ce qui est de l'inégalité des revenus du capital, les processus les plus importants sont les comportements d'épargne et d'investissement, les règles de transmission de succession, le fonctionnement des marchés immobiliers financiers. » (p.385). En quelque sorte l'ouvrage combine une version de la lutte des classes avec la lutte des centiles (p.396-400), de sorte que l'inégalité se mesure par la fraction du revenu national appropriée par les plus riches. D'une part cela permet d'articuler distributions fonctionnelle et individuelle du revenu, d'autre part cela fournit au débat social des chiffres aisément intelligibles : alors que dans les années 1970 le centile supérieur disposait de 8 % du revenu national américain, en 2010 il en reçoit 20 %, en dépit même de la réduction des patrimoines consécutive à la crise de 2008 (p.472). Le mouvement Occupy Wall Street a précisément utilisé cette notion pour populariser sa lutte et donner une image intuitive de l'accroissement des inégalités aux États-Unis.

Sous l'intitulé « le choc des temporalités », l'ouvrage opère une distinction entre les évolutions de longue période qui peuvent s'apprécier sur des périodes de 30 ou 40 années et les mouvements plus courts qui peuvent durer assez longtemps, 10 à 15 ans, ce qui à l'échelle d'une vie humaine est déjà considérable (p.452-457). En conséquence, la détection des changements de long terme est menée à travers des données moyennes portant sur une ou plusieurs décennies alors que d'autres analyses traitent des données annuelles. Dans le temps court, l'inégalité a plutôt tendance à suivre une évolution pro-cyclique alors que cette corrélation ne s'observe pas nécessairement dans les régimes de long terme. Apparaît ainsi une autre homologie avec la théorie de la régulation lorsqu'elle distingue d'une part le régime d'accumulation, caractéristique du long terme, et le mode de régulation qui décrit les ajustements conjoncturels : le premier est étudié à partir de données portant sur un cycle entier, alors que le second met en jeu les propriétés de plus courte période. Le premier est clairement une construction du chercheur et il n'est pas évident que les acteurs aient conscience de son existence – si ce n'est, peut-être, lorsque la maturation du régime annonce une crise structurelle –, le second est essentiel dans l'articulation et la coordination des comportements individuels. Par parenthèse la nouvelle macroéconomie classique et ses applications économétriques se cantonnent aux seuls ajustements de court- moyen terme, autour d'un régime de long terme supposé invariant. On conçoit le désarroi des analystes face à la crise ouverte en 2008 : non seulement leur pronostic d'un retour au sentier de croissance antérieur est démenti mais encore ils ne disposent d'aucun outil permettant d'imaginer l'émergence d'un autre régime socio-économique, puisque fondamentalement c'est un même régime universel et éternel qui finira par prévaloir pourvu que les décideurs politiques adoptent la bonne théorie, c'est-à-dire la leur.

Dans les travaux fondateurs portant sur les États-Unis puis la France, la surprise des chercheurs fut de trouver que les guerres et les grandes crises avaient été des épisodes cruciaux dans le basculement des régimes d'accumulation et modes de régulation. En effet ces épisodes ont été de véritables laboratoires sociaux dans l'expérimentation de la monnaie de crédit, l'institution d'un impôt sur le revenu, l'émergence d'une couverture sociale, de nouveaux mécanismes de formation des salaires et une articulation sans précédent entre gouvernement et industrie etc. C'est une conclusion analogue qu'obtient Thomas Piketty : la remarquable réduction des inégalités économiques observée dans la première moitié du XXe

siècle ne tient pas pour l'essentiel à la progressive mise en œuvre du programme du New Deal ou de ses équivalents européens, mais bien de la tabula rasa que provoquent les deux guerres mondiales et l'élimination presque complète de la catégorie de rentier et des inégalités patrimoniales, quitte à ce que réapparaisse ensuite une inégalité au sein des salariés à partir des années 1980. Habituellement les économètres utilisent autant de variables muettes que d'années pour corriger l'impact de ces mouvements chaotiques, alors qu'ils sont constitutifs d'un changement de régime et d'époque. C'est un autre mérite d'une approche historique car elle permet de détecter les changements majeurs, relativisant ainsi les effets de second ordre qui sont la fierté des études économétriques contemporaines.

10. ... Mais le monde académique des années 2010 n'est plus celui des années 1980

Pour clore ce compte-rendu, il importe de retracer les conditions institutionnelles qui permirent ces deux ruptures par rapport au paradigme dominant de chaque époque et de souligner combien le programme régulationniste a été marginalisé, au point qu'une alliance entre une analyse historique des inégalités et une économie politique du changement institutionnel n'est guère à l'ordre du jour.

L'ouvrage sous revue est le résultat de la persévérance d'un chercheur, passionné par une question politique qu'il considère cruciale et qu'il juge insuffisamment ou mal traitée dans la littérature. À partir d'un travail de base qui suscite l'intérêt de collègues tant français qu'étrangers, il constitue progressivement un réseau qui débouche sur une communauté de chercheurs, tant chevronnés que doctorants, qui travaillent ensemble sur ce thème, partagent les données statistiques qu'ils élaborent et bénéficient ainsi d'une division du travail bien tempérée – résultat d'un subtil compromis entre coopération et concurrence –, source de rendements croissants et de reconnaissance de leurs travaux comme définissant un paradigme émergent.

Il serait pourtant périlleux de rapprocher le monde académique contemporain avec celui qui permit la montée en régime de la théorie de la régulation. Cette dernière trouve son origine dans les travaux des centres de recherche travaillant pour l'administration économique, de sorte qu'elle a difficilement trouvé son chemin dans les cursus universitaires. En second lieu, la recherche sur les inégalités s'organise de façon très précoce sur une base internationale, à partir de la renommée d'économistes appartenant de plein droit à cette communauté du fait de leurs travaux théoriques antérieurs. Par contraste, la théorie de la régulation naît aux marges de la profession et ne s'est diffusée internationalement que lentement. Il est une troisième différence : Le capital au XXI^e siècle choisit de ne défier la théorie standard qu'implicitement à partir d'un amoncellement de séries statistiques, alors que pour les travaux fondateurs régulationnistes l'analyse historique n'était que l'un des moyens pour proposer une théorie alternative, au demeurant beaucoup plus radicale. Ceci n'a pas manqué de compromettre son succès dans les décennies ultérieures, marquées par un retour en force des fondamentalismes du marché. Enfin, la professionnalisation de la recherche académique et le durcissement des critères d'accès aux postes d'enseignant et de chercheur ont joué contre le renouvellement du vivier des régulationnistes. Au-delà des enjeux intellectuels, le champ académique est traversé de relations de pouvoir et d'ambitions, qui finissent par être déterminantes puisqu'elles ont le droit de vie et de mort sur des programmes de recherche.

Conclusion : cette économie politique et historique va-t-elle faire école ?

Ce livre peut se lire comme l'aboutissement de plus d'une décennie d'efforts collectifs pour produire une meilleure intelligibilité des inégalités. Ce pourrait être aussi le point de départ d'une nouvelle façon de « faire de l'économie » : retour aux grandes questions de l'économie politique, pleine reconnaissance de l'insertion dans l'histoire des phénomènes et des théories économiques, ouverture aux diverses disciplines susceptibles d'éclairer la nature des

comportements individuels au sein de sociétés fondées sur des règles, des valeurs, des institutions et des organisations, usage de diverses méthodes et usage raisonné des diverses techniques et conceptualisations élaborées au cours des dernières décennies, droit d'inventaire quant à la pertinence des modèles d'économie pure par référence aux faits stylisés que livrent l'histoire en longue période et les comparaisons internationales.

Vaste programme ! Jugeront les sceptiques, qui continueront pour certains à préférer la clarté analytique de modèles fondés axiomatiquement, pour d'autres à accumuler des études économétriques ad hoc, déployées dans autant de sous-disciplines que de secteurs de la vie économique. Il leur sera cependant difficile d'avancer : There Is No Alternative ! De plus les citoyens accepteront-ils longtemps encore les diktats d'une discipline qui ne cesse de se tromper et qui a inspiré ou justifié des politiques aux conséquences sociales et humaines dévastatrices ?

Voilà qui ouvre un espace au renouveau d'une économie politique historique. Il appartient aux jeunes chercheurs d'investir cet espace, notamment ceux qui s'inspirent de la théorie de la régulation, à la mesure de la reconnaissance et des moyens qu'ils pourront obtenir dans un système académique qui reconnaîtrait à nouveau les vertus du pluralisme des approches scientifiques.